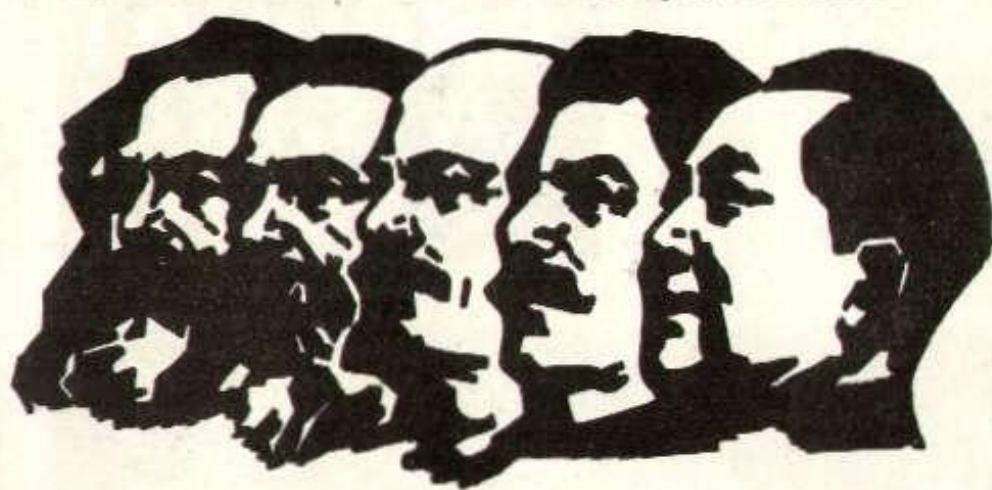


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE — N° 61 — 9 MARS 1973 — PRIX : 0,50 F — C.C.P. « FRONT ROUGE » 204-51 Lyon — B.P. 464 - 75065 Paris - Cédex 02

DENONÇONS LE CIRQUE ELECTORAL ENGAGEONS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

A peine terminé le premier tour, les états-majors politiques se bousculent à nouveau à la télé, chacun pour nous convaincre que le deuxième tour est décisif, qu'il peut changer quelque chose. Piètre mascarade, parce que, enfin, ce qui devait sortir de ces élections avait déjà été préparé avec soin depuis plusieurs mois ; le premier tour n'a fait que confirmer ces préparatifs et le second tour ne pourra que les entériner. Les termes de ces préparatifs ont déjà été depuis longtemps révélés dans Front rouge par les marxistes-léninistes.

D'une part, en l'absence d'un puissant mouvement de masse de la classe ouvrière qui la mette en difficulté, la bourgeoisie ne comptait nullement confier la gestion de ses intérêts à un gouvernement de gauche ; c'est ce que vérifient les 46 % de voix au maximum obtenues par la « gauche », qui assurent déjà « la gauche » qu'elle n'aura pas la majorité au prochain Parlement.

D'autre part, pour sanctionner les changements de politique de l'impérialisme français à l'égard de ses rivaux U.S., changements intervenus après le renvoi de de Gaulle à Colombey, la bourgeoisie voulait faire perdre au parti gaulliste son rôle hégémonique : c'est ce qui se vérifie avec les 24 % des suffrages exprimés de l'U.D.R. qui perd ainsi 14 % sur les élections de 1967 et près de 20 % sur celles de 1968 ; grâce à un tel lamination, l'appel aux réformateurs semble une nécessité pour dégager une nouvelle majorité au Parlement : les Fontanet, Poniowski, Sanguinetti le leur ont fait savoir publiquement, pendant que dans les coulisses les tractations pour les désistements commençaient entre réformateurs et oncinne « majorité ».

Le P.« C. »F. se garde bien d'expliquer que tout est joué depuis longtemps : « La gauche bien placée au second tour »,

affirme l'Humanité. Tout est bon pour maintenir dans l'illusion les travailleurs à qui on promet depuis des années qu'une victoire électorale peut leur donner le pouvoir. Pour éviter que des travailleurs ne concluent de l'échec de l'Union de la gauche, cette fois-ci encore, à l'échec de la voie électorale.

L'Humanité présente le résultat comme un succès : « Plus de 5 millions de voix au Parti » ; oui mais seulement déjà en 1967 les 5 millions de voix avaient été atteints sans que cela ne change quoi que ce soit pour la classe ouvrière. En fait, le seul succès dont puisse se prévaloir Marchais c'est d'avoir remis en selle les Mollet, Defferre, Mitterrand... dont le parti moribond en 1969 (5 % de voix seulement à l'élection présidentielle) fait grâce à l'Union de la gauche un score égal à celui du P.« C. »F. !

Non les travailleurs n'ont rien à attendre du jeu électoral : parce que c'est un « jeu » dont les règles et les arbitres sont

désignés par la bourgeoisie, parce que c'est un « jeu » qui laisse intact dans les mains de la bourgeoisie tous les instruments qui lui permettent d'exercer son pouvoir : l'armée, la police qu'elle utilise contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Seule la révolution prolétarienne armée qui détruira ces instruments, permettra à la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

★

Aujourd'hui pendant que les candidats fourbissent leurs armes de ce « jeu » truqué, les masses exploitées doivent se détourner du cirque électoral et se tourner vers les combats révolutionnaires.

● Organisons largement la dénonciation de la circulaire scélérate de Fontanet ; partout, spontanément, s'engagent des luttes contre les mesures d'expulsion prises contre des ouvriers immigrés sans logement ou sans

travail ; les élections finies, la bourgeoisie est prête à frapper encore plus durement et massivement. Ce mouvement pour l'abrogation de la circulaire fasciste de Fontanet doit s'amplifier, s'organiser et déboucher sur une très large mobilisation.

● Exigeons dans les usines la satisfaction de toutes les revendications que réformistes et révisionnistes ont étouffées pendant la campagne électorale. Organisons-nous pour combattre la hausse des prix que Giscard va sans gêne accélérer, les élections finies. Organisons-nous contre les cadences, le salaire au rendement. Combattons toutes les manifestations de la paupérisation qui nous frappe.

● Développons largement le mouvement des C.I.P. Appuyons-nous sur le très large succès d'un rassemblement du 4 mars pour créer de nombreux C.I.P., les renforcer et développer un ample travail de soutien aux peuples d'Indochine et de Palestine sur des bases justes !

Un grand succès pour les militants anti-impérialistes : le rassemblement national des C. I. P. du 4 mars

(Voir en page 4)



Il y a quinze jours, les travailleurs immigrés du bidonville de Feyzin manifestaient contre une menace d'expulsion. Aujourd'hui, ils ont entamé une grève de la faim pour faire annuler la mesure d'expulsion et contre la circulaire Fontanet.

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET



NICE :

GRÈVE DE LA FAIM DE 10 OUVRIERS TUNISIENS

Depuis le 23 février, 10 travailleurs tunisiens ont entamé une grève de la faim : « Nous voulons la carte de séjour et la carte de travail sans aucune forme de représailles sur les autres immigrés. Nous luttons aussi contre la répression des patrons qui veulent nous empêcher de régulariser notre situation pour nous exploiter davantage », déclarent-ils dans un appel qu'ils ont lancé dès le début de leur grève, à tous les ouvriers français et immigrés, pour qu'ils les soutiennent. Ils travaillent depuis des mois, certains depuis des années, et on leur refuse tout

statut légal. Ils placent leur action dans le cadre de la lutte contre la circulaire Fontanet, et par solidarité avec leurs autres camarades immigrés, grévistes comme eux.

Depuis environ deux mois, existe à Nice un « Comité contre la circulaire Fontanet » auquel participent « Le Travailleur Tunisien » et diverses organisations révolutionnaires françaises, dont Front Rouge. Ce comité a porté son action sur les lieux d'habitation où les travailleurs immigrés sont concentrés. Il a appelé à soutenir la grève de la faim de Toulon. Dans le

foyer du boulevard Colonne, les travailleurs ont décidé de prendre exemple sur elle et déclenché eux aussi une grève, touchés comme eux par la circulaire Fontanet.

Le comité a alors appelé à la création d'un comité de soutien aux grévistes sur la base de la lutte pour les cartes de séjour et de travail et contre la circulaire Fontanet, qui va apporter un soutien médical et financier, populariser la lutte, en particulier dans la classe ouvrière.

Correspondant Nice.

Hausse des prix de Janvier : GISCARD MENTEUR !

Le 27 février à la télé, à quatre jours du premier tour des élections, Giscard a claironné un message de victoire sur la question des prix : pensez : « l'indice des prix (premier indice depuis l'application de la baisse de la T.V.A.) n'a pas augmenté en janvier... L'augmentation en janvier est donc de 0 % ». 0 % ! Alors que l'indice officiel des prix admettait par exemple en novembre 0,9 % de hausse ! Voilà qui fait bien pour la bourgeoisie à la veille des élections.

Bien entendu, la réalité est tout autre et l'exposé de la « situation » par Giscard, démagogue et menteur, ne peut faire oublier aux travailleurs qu'ils continuent d'être victimes de la hausse des prix.

En lançant le fameux plan anti-hausses, le ministère des Finances, avait « estimé » que la baisse de la T.V.A. sur un certain nombre de produits se traduirait par une réduction de 0,9 % de l'indice officiel des prix. Ainsi Giscard lui-même, en parlant de 0 % d'augmentation, admet que la hausse réelle des prix, celle qui réapparaîtra après le rétablissement de la T.V.A., est au minimum de 0,9 % : la baisse provisoire de la T.V.A. en période électorale sur certains produits permet seulement de limiter provisoirement un peu la hausse globale qui, sans cela, serait particulièrement brutale.

L'indice de la C.G.T., bien qu'il sous-estime la hausse des prix (rappelons que c'est avec un tel indice que la C.G.T. prétend que ces dernières années le pouvoir d'achat des travailleurs augmente peu, mais augmente), établit la hausse des prix pour janvier à 0,5 %, ce qui, si la T.V.A. n'était pas partiellement suspendue, ferait une hausse de 1,4 % en janvier, une hausse absolument record, puisque la C.G.T. chiffrait à 9,5 % l'augmentation pour toute

l'année 1972, soit une moyenne de 0,8 % par mois.

Quelques exemples qui prouvent à quel point la hausse des prix continue : en janvier, et selon l'indice officiel de la bourgeoisie, les prix de gros de la viande ont augmenté de 5 % en un mois, ce qui se répercute forcément sur les prix de détail (les bouchers ne s'en privent pas).

Toujours en janvier, et selon l'indice officiel, les loyers ont augmenté de 1,3 %, ce qui est au-dessous de la réalité : telle cette lettre adressée aux locataires le 19 janvier par le conseil d'administration des H.L.M. de la ville du Havre (à municipalité révisionniste) : « Les dépenses complémentaires ont mis le conseil d'administration de l'Office dans l'obligation de relever le prix au m² de surface corrigée de 7 % à partir du 1^{er} janvier 1973... prestations, taxes locatives et fournitures subiront de leur côté une majoration de 20 %... L'ensemble des majorations ci-dessus précisées se traduira par une augmentation moyenne du prix du loyer global de 8,68 % ». C'est ce que Giscard appelle du 0 % !

Afin de faire croire à une stabilité des prix, pour la bourgeoisie, tous les moyens sont bons. Un exemple : au magasin Uniprix d'Issy-les-Moulineaux, le paquet de 72 biscottes vendu 2,80 F en décembre est toujours vendu 2,80 F en février, mais il n'y a plus que... 64 biscottes : la hausse effective est donc ici de 12 %.

L'intérêt des capitalistes les amène à prendre des mesures qui empêchent toute entrave à la hausse des prix, par exemple en retirant quelques temps certaines denrées du marché et en criant à la pénurie pour justifier la hausse ; c'est ce qui s'est passé avec les pommes de terre vers la fin janvier. C'est ainsi que les gros négociants de pommes de terre, qui trouvaient qu'ils ne faisaient

pas assez de profits, ont arrêté tout achat de la « bintje » aux paysans, pendant quelques temps, demandant au ministre des Finances de « laisser aller » les prix de détail : les patates non taxées grimpaient en flèche et les ménagères contraintes à une dépense dépassant le triple de la dépense habituelle en pommes de terre bintje.

Ce qui n'empêche pas Giscard de parader à la télé : « Nous devrions avoir un premier trimestre de l'année comportant une hausse modérée des prix » ! De plus, rappelons que la bourgeoisie a pris ses dispositions pour qu'au lendemain du deuxième tour électoral, la hausse ne soit pas du tout « modérée » :

— C'est le 30 mars qu'expire le délai pour la limitation de la hausse des tarifs des services publics et d'un certain nombre de produits industriels.

— Dans une lettre aux patrons, par exemple, à ceux des industries transformatrices de plastique, Verdeil, directeur du commerce intérieur et des prix, collaborateur de Giscard, déclare : « d'ici au 31 mars 1973, les modulations éventuelles ne doivent conduire en aucun cas à une majoration des prix ». D'ici au 31 mars ! Voilà qui est clair. Déjà un grand nombre de commerçants ont reçu de leurs fournisseurs des lettres annonçant des hausses dès le 15 mars et les jours suivants.

Et la baisse de la T.V.A. sera ensuite annulée en juillet au plus tard pour la viande : le prix du bifteck montera pire que jamais, de 2 F le kg en 24 h au démarrage.

Ainsi les « mesures » et les bonnes paroles pour les besoins électoraux ne peuvent cacher que la hausse continue et que la bourgeoisie prépare, une fois le cirque électoral terminé, des hausses énormes contre lesquelles les travailleurs engageront la lutte.

Cités de transit des « mesures sociales » pour expulser les immigrés

C'EST L'ETAT
QUI A IMPULSÉ DIRECTEMENT
LES CITES DE TRANSIT

Les propriétaires sont les organismes HLM qui reçoivent leurs crédits du F.A.S. (Fonds d'Action Sociale pour les migrants) sous tutelle directe du ministre des Affaires Sociales. Ce sont les préfets qui décident des attributions de place. Les flics trient ainsi facilement ceux qu'ils ne veulent pas reloger du tout et ceux qu'ils veulent reloger pour le temps qu'il leur plaira.

TOUT EST PAYÉ
PAR LES TRAVAILLEURS

● Savez-vous qui finance le F.A.S. ? Les travailleurs immigrés eux-mêmes. 55 des 80 millions du budget du F.A.S. sont fournis par la partie des Allocations Familiales qui n'est pas versée aux immigrés. On nous dira après cela que les immigrés coûtent cher et vivent sur le dos des Français. Mensonge raciste !

● Pour les cités, il est prévu par les textes officiels (circulaire du 19 avril 1972) des tas de belles choses. Le gérant adapterait les redevances aux ressources. Les habitants ne devraient pas payer plus que les charges ordinaires d'un HLM.

En fait :

— Aucun tarif officiel n'est fixé. C'est l'association gestionnaire qui sous-loue aux familles qui fixe le prix et en exige le paiement sous peine d'expulsion.

— L'habitant n'a aucune indication ni garantie sur la date et le montant des augmentations.

— Il est obligé de payer toutes les réparations sous peine d'expulsion immédiate par les flics. Un travailleur de la cité Pierre-ite (propriétaire SONACOTRA) a montré la convention qu'on les oblige à signer en arrivant :

Art. 4 : « ... Peut être mis fin à l'occupation à tout moment sans préavis... pour non observation des clauses, notamment pour non paiement d'une seule mensualité de la redevance... »

Art. 2 : « Les habitants doivent payer, outre la redevance mensuelle, l'entretien de propriété, l'électricité, l'eau, la dératification des parties communes ; les frais de vidange, d'enlèvement d'ordures et de balayage ; les frais d'enregistrement ; la location et l'entretien des compteurs. » Plus, dit le texte, « d'une manière générale, les dépenses que l'association sera amenée à faire ». Ils doivent encore réparer eux-mêmes ce qui ne marche pas jusqu'au dégoût des canalisations : si c'est dans leur appartement, ils payent ; si c'est dans les parties communes, ils payent leur part. Assurer eux-mêmes le mobilier de la cité auprès d'une « compagnie française », payer impôts locaux, taxes et contributions que le gérant demande. Les redevances et charges sont payables d'avance, les réparations sur le champ. Le refus d'une de ces obligations entraîne l'expulsion immédiate.

Donc, les cités sont construites avec l'argent des immigrés et entretenues avec l'argent des immigrés. Quant au surplus, il va dans la poche du gérant, de l'association ou de l'organisme HLM.

LES HABITANTS
SONT EXPULSABLES
A TOUT MOMENT

● Les textes racontent que les cités ouvrent la transition vers un logement définitif et que le

gérant s'emploie à trouver quelque chose aux familles. Le séjour en cité devrait donc s'arrêter lorsque la famille se voit attribuer un logement. Si le logement qu'on lui propose ne lui convient pas, d'après les textes, on ne peut pas l'expulser pour ça.

● La réalité est tout autre :

— Aucun logement n'est jamais proposé à personne.

— Comme il s'agit d'un hébergement provisoire, les habitants n'ont pas les droits d'un locataire, ils n'ont pas de bail (pour les locataires, il faut porter l'affaire au tribunal, faire un procès, etc., ce qui laisse au moins le temps de se retourner). En fait, les gérants font signer des conventions et des règlements intérieurs qui prévoient l'expulsion par les flics sans préavis ni délai. Tout prétexte trouvé par le gérant est bon. Exemple, le règlement intérieur CETRAFA indique que l'habitant est expulsé dès qu'il n'est plus salarié, et oblige les habitants à signer qu'ils seront expulsés par les flics sans recours à la justice. Autrement dit, dès que le travailleur n'a plus d'argent, ou qu'on n'a plus besoin de sa force de travail, on le jette dehors.

VIVRE EN PRISON

La vie à l'intérieur des cités est infernale. Règlements et surveillance policière, menaces d'expulsion constantes, interdiction de visites et de réunions.

Les cités sont implantées loin des centres urbains, sur des chantiers bruyants. Certaines sont faites d'éléments démontables fixés sur armature métallique. D'autres sont de véritables taudis, comme la cité des Grands Prés, à Nanterre, ou les cités CETRAFA, rue du Port, à Gennevilliers.

Si l'on se reporte aux textes de nos ministres, on y lit avec colère que les cités ont une vocation socio-éducative : éduquer les familles étrangères qui ne sauraient pas se tenir correctement dans un HLM, et au bout de deux ans d'éducation patiente, elles pourront accéder à un HLM qu'on leur choisira à ce moment-là.

De sales racistes et de sales hypocrites, voilà ce que sont ces ministres-là. C'est comme ça, avec de tels mensonges, qu'ils divisent les ouvriers. Le gouvernement fait venir les immigrés pour les exploiter : il les exploite à l'usine, il les exploite à domicile, et quand il n'en a plus besoin « Fais ta valise Mohamed » ou « Va récupérer tes affaires au commissariat, on t'a vidée cette nuit pendant que tu n'étais pas là ».

Des cages à lapins que la bourgeoisie leur fait payer 2 à 3 fois et d'où elle peut les expulser à tout moment, voilà ce que sont les cités de transit. Et quand on sait qu'aujourd'hui, depuis la circulaire Fontanet, un travailleur immigré qui n'a pas de certificat de logement est immédiatement expulsable de France, on voit que la bourgeoisie fait les choses consciemment, que ses diverses lois vont toutes dans le même sens.

DISPARITION DES CITES DE TRANSIT !

DÉS LOGEMENTS CORRECTS
A DES PRIX CORRECTS POUR
LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !

BAS LES PATTES DEVANT
VOS FRÈRES DE CLASSE !

Correspondant Paris.

Le 11 Mars abstention révolutionnaire !

Les candidats trotskistes comme ceux du P.S.U. appellent ou deuxième tour à voter pour l'Union de la « gauche ». Ainsi donc ceux-là même que la bourgeoisie présente à la télé et dans les journaux comme des « candidats d'extrême gauche », « candidats révolutionnaires », sont bien d'accord pour aiguiller les travailleurs dans l'ornière de l'Union de la « gauche », et du « programme commun ». Leur phraséologie révolutionnaire, leur candidature du premier tour visaient ainsi un seul but : faire recoller au peloton réformiste les ouvriers qui s'interrogent sur la voie électorale, la nature du Programme commun, le rôle des états majors révisionnistes et réformistes !

On sait comment s'y prend la Ligue pour tenter de faire prendre corps à cette mystification. D'un côté elle se garde bien de démasquer la fonction réelle de l'alliance P.S.-P.C., solution de rechange pour la gestion des intérêts de la bourgeoisie ; certes, des attaques sont lancées contre le Programme commun ou contre l'Union de la « gauche », mais toujours on laisse entendre qu'ils lèssent réellement les intérêts de la bourgeoisie, qu'ils lui font peur, redorant ainsi le blason de ces partis de « gauche ».

D'un autre côté, et pour prendre en compte les réticences des travailleurs échauffés par l'Union de la « gauche », la Ligue annonce qu'il faut travailler au « débordement de l'Union de la gauche pour aller au socialisme » sitôt les élections finies. On voit mal comment un tel « débordement » pourrait intervenir alors

que justement la masse des travailleurs nourrit toujours des illusions sur le révisionnisme et sur la voie du changement pacifique pour prendre le pouvoir, illusions que la Ligue justement se garde bien d'entamer. A moins que le « débordement » dont parle la Ligue, cela se résume à aiguillonner des bonzes révisionnistes et réformistes, et construire un satellite du P.C.F. !

Toute autre évidemment est la démarche des marxistes-léninistes qui veulent édifier un parti prolétarien et conduire la classe ouvrière à la Révolution prolétarienne. Si nous appelons à l'abstention révolutionnaire, ce n'est pas parce que nous savons que la prise du pouvoir ne sera pas pacifique, ce n'est pas non plus parce que nous commettons l'erreur de croire que la classe ouvrière a rejeté dans sa masse les illusions électorales ; au contraire, pour arracher la masse des travailleurs à l'illusion réformiste, les marxistes-léninistes savent qu'ils devront entre autres profiter de la tribune électorale pour propager le Programme révolutionnaire.

Mais aujourd'hui, ce n'est pas par cela qu'il faut commencer : dégager la classe ouvrière de l'influence du révisionnisme et des illusions pacifiques, c'est d'abord s'adresser aux couches les moins sensibles à ces illusions, commencer à les organiser pour le combat révolutionnaire. Depuis mai 1968, les jeunes, les femmes, les immigrés, les paysans prolétariés, ont déclenché de nombreuses luttes contre l'exploitation féroce dont ils sont victimes. Ils sont fréquemment

rentrés en contradiction avec les états majors révisionnistes et réformistes. Ce sont eux qui nourrissent le moins d'illusions sur le Programme commun, qui en attendent le moins ! L'unité de la classe ouvrière que les révisionnistes prétendent cimenter au profit des intérêts de l'aristocratie ouvrière, les marxistes-léninistes doivent au contraire la reconstruire sur des bases révolutionnaires, à partir de ces couches les plus exploitées. C'est ce à quoi ils consacrent tous leurs efforts aujourd'hui.

Tant que les marxistes-léninistes ne matérialiseront pas leurs perspectives révolutionnaires, par l'organisation de fractions de ces couches les plus exploitées, il serait illusoire de participer aux élections en présentant des candidats, ces candidats ne pourraient qu'en paroles tracer leur perspective révolutionnaire, mais seraient incapables, si aucune frange de la classe ouvrière ne s'en saisit, de les faire apparaître comme une force réelle aux yeux des masses. En définitive, une telle participation renforcerait le poids des illusions électorales et réformistes, en cautionnant sans contrepartie le jeu électoral. C'est pourquoi aujourd'hui, les marxistes-léninistes appellent à l'abstention révolutionnaire. En avançant les objectifs de lutte contre la circulaire Fontanet, contre la baisse du salaire réel et l'impôt, contre le chômage et l'intensification du travail, pour soutenir la lutte des peuples indochinois et palestiniens, ils travaillent à organiser réellement les couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Une bonne leçon pour les révisionnistes

Comme tous les dimanches, nous arrivons à « notre » carrefour pour diffuser « Front rouge ». Surprise : les révisos sont là, huit J.C. vendant le « magazine » du P.C.F., l'« Huma-Dimanche », à notre place. Sans doute à cause des élections !

Pas question de céder le terrain, nous commençons notre diffusion au milieu d'eux. Cette première semonce les éparpille. Alors nous décidons d'employer l'artillerie lourde. « Huma-Dimanche » à la main, nous attaquons : « Mais oui, achetez donc le magazine... et ouvrez-le à la bonne page ». Et en montrant la publicité pour la Ford Taunus à 12 447 F du trust U.S., nous lançons : « Achetez la voiture du prolétaire, c'est l'« Huma-Dimanche » qui vous le conseille », « achetez la Ford, les profits de l'impérialisme U.S. seront bien employés en Indochine et en Palestine ». Quelques pages plus loin, une publicité du trust Brandt, et nous parlons du licenciement de deux ouvriers immigrés chez Brandt et de la grève sabotée par la C.G.T.

Nous adressant aux passants, nous disons : « Camarades, pensez-vous qu'un journal qui se dit communiste doit vivre de la publicité des trusts qu'il prétend combattre ». Beaucoup nous approuvent en hochant la tête.

Puis un camarade s'avance vers les révisos et dénonce leur trahison, quand ils étaient ministres. Excédés, les révisos engagent la discussion ; c'est le bouquet final. Nous sommes les chats et ils sont la souris. Quand nous disons : « Penarroya, trahison de la CGT », ils ne répondent pas. Quand nous disons : « En U.R.S.S., le capitalisme est restauré, l'U.R.S.S. n'est

plus socialiste », un des révisos répond : « Et alors oui, le capitalisme revient en U.R.S.S. Mais tout évolue. Vous ne croyez pas à l'évolution ». Quand nous nous référons à Lénine, ils nous rétorquent : « On n'est plus à l'époque de Vercingétorix ». Quand nous parlons de révolution prolétarienne armée, ils nous disent : « Vous voulez tout casser, pendant une révolution, on casse tout. et après les ouvriers seront encore plus exploités parce qu'il faut tout reconstruire ». Les bolchéviks de 1917 sont donc des « casseurs » !

Bref, en une demi-heure de débat avec nous, ils en ont plus appris qu'en cinq ans de P.C.F. Et ça nous a permis de développer nos positions devant les nombreuses personnes qui écoutaient. Messieurs les révisos, nous espérons que vous revlèndrez souvent vendre votre « magazine » près de nous. Vraiment merci pour ce dimanche !

Correspondant Lyon.

Dahomey : manifestations contre l'impérialisme français

Le Dahomey vient d'être le théâtre d'un nouveau développement des luttes qui se déroulent actuellement en Afrique contre l'impérialisme français.

Déjà le 25 octobre 1972, le coup d'Etat qui amenait au pouvoir le commandant Kerekou avait fait annuler brusquement par Pompidou l'étape dahoméenne de son voyage en Afrique. Un mois plus tard, Kerekou, comme les dirigeants mauritanien, malgache et, plus tard, camerounais, demandait la révision des accords de soi-disant coopération avec la France. Face à ces revendications des classes dirigeantes des pays africains, l'impérialisme français cherche par tous les moyens à se redonner les coudées franches. Mais il vient de recevoir un nouveau coup : le 28 février à Cotonou, des milliers de Dahoméens se rassemblent à l'appel du Front uni démocratique, place de la Révolution, marchent sur l'ambassade française, l'attaquent à coups de pierres, ainsi qu'un centre « culturel », et des voitures conduites par des colons européens. Ils dénoncent la tentative manquée de coup d'Etat qui viennent de faire Apithy, Maga, Ahomadegb, Zinzou, politiciens fantoches renversés en octobre, et activement soutenus par l'impérialisme français.

Kerekou, quant à lui, malgré la motion de soutien qui lui avait été adressée, s'est hâté de se désolidariser de ces manifestations populaires résolues. Il a donné l'ordre de les réprimer « par l'usage des armes et sans sommations ». Sa politique gêne l'impérialisme français, c'est un fait. Mais seules les masses populaires du Dahomey, prolétariat en tête, pourront diriger d'une façon conséquente la lutte pour l'indépendance du pays.

POPULARISONS LA LUTTE DU PEUPLE DAHOMEEN CONTRE NOTRE ENNEMI COMMUN, L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

Correspondant Strasbourg.

Grève contre le rendement à Coframaille



A la Coframaille à Schirmeck (du groupe Agache-Willot), la direction locale de la boîte a utilisé les bons services du cabinet Ouroumov, un bureau spécialisé dans la perfection du travail au rendement. Ainsi le salaire antérieur d'une ouvrière a été évalué au coefficient 72 du nouveau système, or son rendement actuel est de 66 dans le nouveau système, conclusion : son salaire baisse, ou, pour le conserver, il faut qu'elle augmente son rythme de boulot.

Malgré la division entretenue par le patron qui distribue le travail à la tête du client, malgré le chantage au chômage dans cette vallée où les licenciements se succèdent, quatre-vingt-seize d'entre elles ont réussi à s'unir, et elles ont refusé de remettre chaque jour leur ticket de rendement. Le patron face à cela commence par la mise à pied de dix ouvrières, mais sa décision est annulée le 7 février par l'inspecteur du Travail. Les ouvrières refusent toujours de donner leur ticket, et le 12 février c'est la mise à pied de

quatre-vingt-seize ouvrières. Le 13 février, la grève est décidée.

A la Coframaille, les ouvrières sont à la C.F.D.T., les ouvriers à la C.G.T., les cadres à F.O. (la « cour » du patron, comme on les appelle). Ce sont les militantes C.F.D.T. de l'usine qui sont à l'origine de la grève. Ces militantes reconnaissent avoir fait des erreurs en ne demandant pendant longtemps que des augmentations de salaire. De l'intersyndicale, elles disent : « Mais elle nous foirait notre mouvement en l'air ! » Aussi leur attitude n'est pas sans créer des contradictions au sein de la C.F.D.T. !

Quant à la C.G.T., elle ne veut pas entendre parler de cadences. D'autre part, lorsque la grève s'est décidée, la C.G.T. a proposé un vote de tout le personnel (cadres, bureaux compris), qui avait pour seul but de supprimer toute tentative de grève. On comprend mieux à présent pourquoi les ouvrières ne veulent pas de l'intersyndicale et ont refusé le vote.

Face à tous ces pièges tendus

par le patronat et le syndicat C.G.T.-F.O., les ouvrières ont essayé de populariser leur action dans les boîtes du trust (Saint-Laurent, Blanzay et Brizac). Elles ont commencé des collectes pour les femmes grévistes chefs de famille. Elles y ont associé leur mari. Le mardi 27, elles ont occupé l'O.R.T.F. de Strasbourg aux cris de : « C'est nous qui payons la télé, nous voulons nous exprimer ! » Se faisant prendre pour un groupe de chanteuses que l'O.R.T.F. attendait, elles ont occupé l'Office régional à plusieurs dizaines, puis ont entonné la chanson « des mises à pied ». La grève continue.

Elles disent : « Nous irons jusqu'au bout. Nous revendiquons pour un salaire libéré du rendement. » C'est pourquoi les ouvrières posent comme conditions essentielles à leur reprise de travail :

— La mise en place d'une véritable mensualisation avec un salaire de cent soixante-quatorze heures ;

— Le taux serait calculé avec le salaire des trois derniers meilleurs mois ;

— A chaque changement de poste, l'ouvrière recevra le salaire moyen de la catégorie ;

— Pour les heures de ménage, le salaire sera identique aux salaires horaires perçus.

Les militants de Front Rouge s'attachent à montrer l'unité de la lutte contre les cadences des ouvrières de la Coframaille, des ouvriers de Jeudy contre les licenciements, de la lutte des immigrés contre les expulsions. Nous disons que les licenciements, le chômage, les expulsions, les C.A.P.-bidon du C.E.T., les cadences, ces différentes méthodes des capitalistes n'ont qu'un seul et même effet sur les ouvriers : leur appauvrissement, soit financier, soit au point de vue de la santé. L'ennemi est le même : le système capitaliste. POPULARISONS LARGE-MENT CETTE GREVE !

en vente : les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2 f.
 - la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f.
 - l'interim : organisation et exploitation du chômage 2 f.
 - le programme commun de la « gauche » : un programme bourgeois ! 2 f.
- ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer cette demande à Front Rouge :
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement : 3 mois : 5 f

Rassemblement national des Comités Indochine-Palestine

Un grand succès pour les militants anti-impérialistes

Le rassemblement national des C.I.P., le 4 mars, a été une victoire, un grand pas en avant dans le regroupement et le développement des forces anti-impérialistes en France.

Environ trois mille cinq cents personnes dans la grande salle de la Mutualité ont participé activement à ce rassemblement. Parmi elles, 40 % d'ouvriers, dont beaucoup d'immigrés, de nombreux anti-impérialistes originaires de tous les continents, de nombreux jeunes. Pendant plus de six heures, leur attention, leur enthousiasme n'ont pas cessé de se manifester. Les applaudissements qui soulevaient la salle, les mots d'ordre scandés, les discussions sérieuses autour des stands témoignaient d'un enthousiasme conscient et confiant.

Dès le début, le porte-parole des étudiants laos en France, en retraçant la lutte victorieuse de son peuple contre l'agression française puis yankee explique l'unité de combat des peuples d'Indochine.

Puis V. Monteil lut un message de Norodom Sihanouk, chef du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (G.R.U.N.C.), soutenant chaleureusement le rassemblement national des C.I.P.

reusement le rassemblement national des C.I.P.

C'est un représentant de l'Union générale des étudiants palestiniens (G.U.P.S.) qui ouvrit, plus tard, la quatrième partie du rassemblement consacrée à la Palestine. Et il exalta particulièrement les victoires remportées par les combattants palestiniens au cœur même des territoires occupés par l'Etat sioniste.

Ainsi, au fur et à mesure que se succédaient d'autres interventions, des messages et témoignages venus de Jordanie, du Liban, de Tunisie, du Maroc, de Djibouti, de Guinée-Bissau, ce qui apparaissait clairement, c'était l'étroite solidarité, à l'échelle mondiale, de la lutte des peuples contre l'impérialisme. Preuve vivante de cette solidarité : autour du stand central consacré à l'Indochine et à la Palestine, une série d'autres stands : étudiants Afars, FRAP (Espagne), O Salto (Portugal), Chalt'ouné, A.G.T.A.G. (Guadeloupe). Des panneaux sur les luttes en Iran, en Turquie, en Guinée-Bissau.

Ce qui se renforçait, c'était la haine de l'impérialisme, la certitude dans la victoire des peuples, au fur et à mesure que se

développaient, notamment lors du « Procès à Nixon » (deuxième partie du rassemblement), les témoignages de A. Béhar, de V. Monteil, de G. Murry, de Debris et Menras et d'autres sur l'héroïsme indomptable des peuples face à la barbarie impérialiste.

**« FRONT ROUGE »
SPECIAL 8 PAGES
LE 15 MARS 1973**

Nous y donnerons, en particulier, un compte rendu beaucoup plus complet du rassemblement et des différentes interventions. **DES MAINTENANT, PASSEZ VOS COMMANDES !**

L'enthousiasme des participants au rassemblement des C.I.P., c'était, en même temps, la conscience de plus en plus claire que le combat révolutionnaire de la classe ouvrière en France ne fait qu'un avec le combat des peuples opprimés contre l'impérialisme mondial, et français en particulier. Voilà pourquoi la ferme dénonciation, par le représentant national des C.I.P., des faux anti-impérialistes, révisionnistes et trotskystes, fut si vigoureusement applaudie. L'expérience des camarades

ouvriers des C.I.P. de Dunkerque et d'Oyonnax montre précisément que, sur ces justes bases, la propagande anti-impérialiste rencontre rapidement un large écho parmi les ouvriers de toutes nationalités, ainsi que dans les couches populaires. Une véritable ovation salua l'ouvrier immigré qui, en plein cœur du meeting, vint parler au nom de ses camarades du onzième et du treizième, en lutte contre la circulaire scélérate de Fontanet, et dénonça comme de « nouveaux négriers esclavagistes » les patrons et l'administration française.

L'enthousiasme de ce rassemblement, c'était la possibilité désormais ouverte de faire, sur des bases justes, l'unité de ceux qui ont crié vengeance pour Diab, qui luttent contre la circulaire scélérate, contre le racisme ; de ceux qui ont exigé vengeance pour l'assassinat de Hamchari et sont descendus dans la rue pour conspuer la fasciste Golda Meir ; de ceux qui, le 20 janvier, ont affronté les C.R.S. qui protégeaient l'ambassade U.S.

Et cette unité, elle peut, elle doit se réaliser — et elle se réalise déjà — à l'échelle nationale : en témoignaient les

panneaux et banderoles des C.I.P. venus des quatre coins du pays : Roubaix, Villerupt, vallée de la Fensch, Strasbourg, Châlons-sur-Marne, Oyonnax, Besançon, Caen, Mâcon, Lisieux, Villefranche-sur-Saône, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Feyzin, Marseille, Martigues. En témoignaient les nombreux militants de province.

Inspirons-nous de l'enthousiasme militant de ce rassemblement ! Cette première victoire doit nous aider à développer puissamment, hardiment, autour des C.I.P., un large mouvement anti-impérialiste en France !

Samedi 3 mars, à 14 heures, le car d'une délégation des C.I.P. de Lyon a été intercepté à l'entrée de l'autoroute A6. Ses vingt-cinq militants anti-impérialistes ont été conduits et séquestrés dans les commissariats Vauban et Molière.

Cette tentative de sabotage du meeting montre que la bourgeoisie française ne tolère pas que l'on démasque sa nature de rapace impérialiste et sa collusion avec l'impérialisme yankee et tous les autres impérialismes.

Une nouvelle victoire diplomatique du peuple Vietnamien



Les patriotes libérés portent la marque des tortures subies dans les bagnes de Thieu.

La conférence internationale de Paris sur le Vietnam vient de terminer ses travaux. Les impérialistes de tout bord en attendaient beaucoup : le communiqué final correspond à ce qu'exigeaient les délégations de la R.D.V. et du G.R.P. : « La conférence internationale se bornera à garantir le respect et l'exécution de l'accord de Paris ». C'était également la position de la République Populaire de Chine.

Les impérialistes américains voulaient qu'on y aborde les affaires du Laos et du Cambodge, où l'armée U.S., en violation avec l'accord de Paris de janvier, continue à envoyer ses B 52 bombardier les zones libérées. Duy Trinh, représentant de la R.D.V., leur a répondu clairement : « Cette conférence est une conférence internationale sur le Vietnam, où le Laos et le Cambodge ne sont pas représentés. C'est pourquoi elle ne peut pas discuter du problème lao et du problème cambodgien ».

Les impérialistes américains voulaient y aborder le problème de « l'aide internationale à la reconstruction du Vietnam », c'est-à-dire, dans leur esprit, une nouvelle forme de leur politique

impérialiste au Vietnam. La réponse de Duy Trinh a été tout aussi claire : « Cette conférence ne peut pas non plus discuter du problème de la reconstruction d'après-guerre du Vietnam. Le gouvernement de la R.D.V. compte principalement sur ses propres forces... »

Les Canadiens, aux ordres des impérialistes américains, voulaient que la Conférence crée un organisme international permanent, chapeautant la Commission internationale de contrôle. Ce n'aurait été qu'un nouvel instrument aux mains des super-puissances impérialistes pour contrôler le Vietnam. Cette manœuvre a échoué.

Les socio-impérialistes soviétiques voulaient y faire passer leur projet de « traité de sécurité en Asie du Sud-Est », en réalité un nouveau bloc dirigé contre la Chine Rouge : cette manœuvre a également échoué.

Par contre, les révolutionnaires vietnamiens ont largement utilisé la tribune qui leur était offerte pour dénoncer les multiples violations du cessez-le-feu de la part de Nixon et de son lantoché Thieu, plus de 12 000 depuis la signature de l'accord :

— Les U.S.-Thieu multiplient les opérations militaires contre les zones libérées

— Les U.S.-Thieu persistent à interdire les libertés démocratiques au Sud-Vietnam, comme par exemple la libre circulation entre les différentes zones.

— Les U.S.-Thieu maintiennent en prison des centaines de milliers de détenus politiques pour les liquider systématiquement, comme le prouvent les nombreux cadavres repêchés récemment par des pêcheurs au large des côtes du Sud-Vietnam.

— Les U.S.-Thieu multiplient les entraves au fonctionnement des commissions de contrôle, comme le prouvent les provocations montées à Hué et à Danang contre les représentants de la R.D.V.

— Les U.S.-Thieu font traîner en longueur le déminage des ports de la R.D.V.

Alors que la R.D.V. et le G.R.P. ont toujours scrupuleusement respecté leurs engagements, conformément à l'accord de Paris, les U.S.-Thieu multiplient les obstacles à l'application de ces accords. Le peuple vietnamien saura le leur imposer.

Debris et Menras témoignent : la résistance des patriotes dans les bagnes de Thieu

(Suite du numéro précédent)

Au cœur de ces bagnes, la lutte continue. La première semaine après leur arrestation, Debris et Menras ont reçu un petit paquet dans leur cellule, jeté par un prisonnier anonyme qui risquait très cher. C'était un flacon de baume pour soigner les coups, et autour un billet en français : « Merci pour votre geste pour le peuple vietnamien. Vos frères d'armes. » Tout échange, toute solidarité, même un regard, est interdit. Mais la résistance s'organise. Des gosses de 6 à 17 ans, entassés dans une cellule, à qui on voulait imposer de se « rééduquer », élaboraient des bulletins d'information contre telle ou telle brimade ; ils les criaient la nuit dans la cour silencieuse pour que toute la prison l'apprenne. Ceux qui rentrent illettrés en prison, apprennent à lire et à écrire. Pour l'anniversaire de la mort de Hồ Chi Minh ou des grandes dates de la Révolution, des cadres réalisent des petites fiches éducatives écrites très fines sur des papiers minuscules qui circulent dans toute la prison. Des poèmes sont écrits, les médicaments circulent aussi.

Les prisonniers luttent au jour le jour pour leurs droits élémentaires. A Chi Hoa, une lutte historique est celle des prisonniers paralytiques (revenant de Poulo Condor) pour exiger que des légumes leur soient distribués. Chaque jour, un prisonnier s'ouvrait le ventre. La lutte a finalement été connue de l'extérieur. La direction a cédé. Chaque lutte est suivie d'une répression féroce. Puis la lutte reprend, sur un autre point. Thieu n'a

jamais pu briser l'esprit de résistance. L'explication de la victoire sur la machine de guerre U.S., c'est cet esprit.

La solidarité entre prisonniers politiques est constante. Elle se manifeste particulièrement lors des fêtes du Têt quand les kapos relâchent leur garde pour jouer aux cartes. Les prisonniers politiques peuvent se rencontrer. En février 1971, au Têt, Debris et Menras sont descendus dans la cour. Les prisonniers de la cellule OB1 (classés « obstinés ») les attendaient en cercle. Ils les ont portés en triomphe malgré leur faiblesse, et un grand cri a retenti dans toute la prison, et toute la prison a repris en chœur une chanson : « Solidarité ». Ces prisonniers, qui ne recevaient presque jamais rien, ont donné aux deux Français tout ce qu'ils avaient (fruits, friandises) et n'ont accepté aucun refus. Des prisonniers paralysés des jambes ont rampé jusqu'à la cour. A force d'être privés de lumière, ils étaient presque aveugles. A leur arrivée, toute la prison s'est tue. Puis d'une fenêtre, un droit commun leur a jeté des friandises, et de partout sont venus fruits et friandises. Un G.I. en prison a jeté la seule chose qu'il possédait : ses vêtements.

Cette solidarité entre prisonniers politiques, cette lutte permanente dans les bagnes les plus féroces, triomphent des crimes de Thieu. Des milliers de cadres révolutionnaires se forment et s'aguerrissent en prison. « La prison est l'endroit où se forment les cadres. »

(A suivre)

OCTOBRE :
Les Cahiers
du marxisme-léninisme
N° 1
1944-1947 :
LE P.C.F. AU GOUVERNEMENT

PASSEZ VOS COMMANDES A :
CAMILLE REY
240 avenue Th.-Braun
69400 Villefranche-sur-Saône
ATTENTION : l'adresse publiée dans le numéro précédent de FRONT ROUGE était fautive.